

Publications périodiques

Comptes annuels

Bank of Communications (Luxembourg)

Société Anonyme

Comptes annuels révisés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Bank of Communications (Luxembourg) S.A.

7, Rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg R.C.S. : B190369

Numéro de TVA : LU 272114-41

Rapport de gestion

The Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (La « Banque ») a été constituée dans le Grand-Duché de Luxembourg le 5 septembre 2014 pour une durée illimitée. La Banque a son siège social 7, Rue de la Chapelle, L-1325, Luxembourg. La totalité du capital social de la Banque s'élève à 100 000 000 EUR et est détenue à part entière par Bank of Communications Co., Ltd. (le « Groupe »).

La Banque a ouvert deux succursales européennes depuis 2017. La succursale de Rome et la succursale de Paris ont chacune une dotation en capital de 30 000 000 EUR. L'établissement de ces deux succursales a été facilité par l'utilisation du passeport européen concernant l'activité bancaire dont profite la banque. Avec un objectif clair centré sur leur marché intérieur respectif, cela fait partie intégrante de la stratégie d'expansion européenne.

Les activités de base au sein de la Banque demeurent les mêmes depuis sa création : prêts aux entreprises, (c'est-à-dire encours de syndication et prêts bilatéraux garantis par des banques chinoises), placements dans des titres à revenu fixe et produits liés au financement des échanges commerciaux. Depuis sa création, la Banque n'a cessé de poursuivre une politique de diversification non seulement de ses sources de financement mais aussi de ses placements.

Affichant une taille de bilan de 640 millions d'EUR, la Banque a mis l'accent sur l'amélioration de sa solvabilité (ratio Tiers 1 de 20 %) au cours de l'année écoulée. Le développement commercial de la succursale de Paris devrait toutefois être souligné. En fait, grâce à l'augmentation de la dotation en capital, le bilan de la succursale de Paris a connu une forte hausse, passant d'un peu moins de 4 millions d'EUR fin 2017 à 200 millions fin 2018. En outre, elle a été la première entité à collecter des dépôts d'entreprises et à participer à l'activité affacturage. Ceci dit, la compétition accrue, le niveau bas actuel des taux d'intérêt et le respect des exigences réglementaires ont exercé une pression sur les marges bénéficiaires.

Les informations suivantes aident à mieux appréhender les conditions sous lesquelles la Banque a exercé ses activités au cours de l'exercice 2018 avec un instantané de ce qui est attendu au cours des prochaines années.

La Banque n'a pas procédé au rachat de ses propres actions et n'a aucune activité liée à la Recherche et au Développement.

Enfin, la Banque présente ses comptes annuels pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Rapport d'activité

Environnements macroéconomiques

La reprise économique mondiale qui avait débuté à la mi- 2016 a continué de se renforcer durant 2018 marquant toutefois une légère révision à la baisse. Pour 2018, la croissance du PIB mondial devrait enregistrer un chiffre aux alentours de 3,5 %. Pendant l'année écoulée, certains risques de baisse, notamment la hausse des barrières commerciales entre la Chine et les États-Unis se sont matérialisées. En fait, tout au long de l'année, les mesures commerciales, y compris les droits de douane imposés sur 200 milliards d'USD d'importations américaines en provenance de Chine, ont été décidées sur les deux rives du Pacifique.

En plus, la fermeture partielle de l'administration fédérale américaine, les tensions politiques internes et la poursuite de la hausse de la dette nationale ont soumis la première économie mondiale à de fortes pressions.

L'inflation de base est restée bien inférieure aux objectifs dans la zone euro et au Japon, mais proche de sa cible aux États-Unis et au Royaume-Uni. En conséquence, la Réserve Fédérale (FED) a quatre fois relevé ses taux jusqu'à 2,5 %. Les États-Unis ont encore bénéficié du stimulus fiscal déclenché il y a un an, si bien que le pays a connu une situation de quasi plein emploi avec un taux de chômage de 3,7 %, son taux le plus bas depuis 50 ans.

De l'autre côté de l'Atlantique, le marché du travail a poursuivi son amélioration débutée en 2012, afin de parvenir à un taux de chômage de 8,1 % en fin d'année. Toutefois, cette augmentation du pouvoir d'achat n'impliquerait pas de risque d'inflation, selon l'avis de nombreux analystes.

La croissance du PIB de la zone euro pour 2018 devrait être proche de 2 % sans toutefois atteindre ce chiffre. Le rebond économique amorcé en 2017 semble déjà s'essouffler en raison de plusieurs événements ; en Allemagne, la mollesse de la consommation privée, la modération de la demande étrangère et la faiblesse accrue de la production industrielle, en Italie, la faiblesse de la demande intérieure, le haut niveau de créances douteuses, et un coût d'emprunt plus élevé (en raison du spread) et enfin en France, les conséquences négatives des manifestations de rue et des mouvements sociaux.

En décembre, la Banque Centrale Européenne (BCE) a mis fin comme prévu à sa politique monétaire très accommodante, mais l'institution a rassuré les marchés, aucun relèvement des taux directeurs n'est prévu au moins avant l'été 2019, et elle s'est engagée envers un programme complet de réinvestissement des titres venant à échéance.

En ce qui concerne les matières premières, la chute de 20 % du cours du pétrole a corrigé l'importante hausse enregistrée en 2017 (+25 %) et a poussé les prix à la baisse sur une voie plus durable en vue de la reprise économique. L'indice Bloomberg Commodity index qui inclut la plupart des 20 matières premières négociées, a reculé de 12 % tout au long de l'année. La plupart des métaux précieux ont enregistré une chute d'entre 10 % et 20 % en raison d'une diminution de la demande de la part de l'industrie, notamment en Chine.

Pour les bourses mondiales, 2018 a probablement été l'une des pires années depuis 10 ans. Un très haut niveau de volatilité a été enregistré pendant l'année, accompagné d'une importante tendance à la baisse. Le Dow Jones a chuté de 5,6 % et le S&P de 6,2 %. Les marchés asiatiques ont affiché eux aussi de très mauvais résultats cette année ; l'indice Shanghai composite a enregistré une chute de près de 25 % tandis que l'indice Shenzen composite reculait de plus de 30 %. La Bourse de Tokyo (Nikkei) a terminé l'année sur une baisse d'en gros 13 %.

Sur les marchés des changes, le dollar américain s'est renforcé en moyenne de 5 % au cours de 2018, ce qui correspond au resserrement monétaire et aux différentiels de croissance attendus. La livre sterling s'est dépréciée d'environ 2 % en raison de l'aggravation de l'incertitude liée au Brexit.

La guerre des droits de douane entre les États-Unis et la Chine, le ralentissement de l'économie chinoise, l'impact du Brexit, la crise en Argentine et au Vénézuéla, les tensions avec l'Iran impactant la chaîne d'approvisionnement en pétrole ont contribué, parmi de nombreux autres facteurs, à ces turbulences financières tout au long de l'année 2018.

Malgré la politique monétaire très accommodante, l'inflation est restée très réduite dans tous les pays à économie développée. La hausse de +25 % du cours du pétrole est le principal moteur de cette augmentation très limitée.

Perspectives pour 2019

Conformément au dernier rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance de l'économie mondiale devrait se situer à 3,5 % en 2019 et à 3,6 % en 2020, ce qui représente un ajustement à la baisse par rapport à sa dernière publication d'octobre 2018. Au niveau mondial, la principale source de risque pour les perspectives sont sans aucun doute une escalade des tensions commerciales entre les deux plus grandes économies. Aux États-Unis, le FMI prévoit un PIB annuel d'environ 2,5 % pour 2019, avec deux et non plus trois resserrements monétaires.

En outre, un ralentissement plus fort que prévu de l'économie chinoise assombrit actuellement les perspectives. Les prévisions de la croissance du PIB affichent toutefois le chiffre respectable de 6,2 % pour les deux prochaines années.

En Europe, la croissance de la zone euro devrait se situer à 1,6%, ce qui marquerait une décélération par rapport à 2018. L'incapacité du Royaume-Uni et des membres de l'Union européenne à trouver un accord mutuel à propos du retrait britannique a plongé la vieille Europe dans une grande incertitude. En outre, les inquiétudes de l'Italie à propos de ses risques souverains et financiers (principalement la dette publique et le niveau élevé du portefeuille de prêts à risque) et sa faible demande intérieure pèsent toujours sur les perspectives.

Développement des affaires

Sur la base des perspectives susmentionnées de la Banque vers la dynamique macroéconomique, la Banque propose des services financiers principalement aux entreprises et aux établissements financiers. Elle a pour but d'explorer les opportunités commerciales dans un contexte de hausse économique mondiale et de resserrer les liens entre la Chine et l'UE, ainsi qu'avec le reste du monde dans son ensemble. En ligne avec la stratégie du groupe mère, qui est de « devenir un groupe bancaire universel coté de première classe se concentrant sur l'expansion internationale et se spécialisant dans la gestion de patrimoine », au fil des ans, la Banque n'a cessé d'améliorer son système de gestion stratégique, de renforcer sa capacité de mise en œuvre de la stratégie, et a réalisé d'excellents résultats.

Au 31 décembre 2018, les activités de la Banque comprennent l'octroi de crédit sous la forme de lignes de crédit renouvelables, de crédits et de prêts syndiqués, de schuldschein (format de prêt allemand), de prêts et découverts bilatéraux, de produits liés au financement du commerce, les opérations de trésorerie telles que le placement interbancaire, l'investissement dans des garanties, les opérations de change. Les activités de prêt de la Banque incluent un mix de crédit syndiqué, de prêts bilatéraux (sous des formats locaux tels que les schuldschein ou d'autres), et le financement lié aux échanges commerciaux. Les expositions incluent des types d'activité et/ou des profils de client spécifiques où des efforts supplémentaires, de solides contrôles et un suivi étroit sont requis afin de protéger l'investissement de la Banque. Des exemples de domaines de prêt de spécialité sont le financement de l'aviation, le financement d'acquisitions et le financement des échanges commerciaux.

L'année 2018 marque le lancement de l'activité de dépôt à terme ; l'activité affacturage, et l'activité (d'octroi) de garantie financière seront ajoutées aux domaines de financement spécial. De nouvelles relations avec des entreprises sino-européennes seront nouées si elles peuvent faciliter les opérations internationales de ces entreprises et pour le bénéfice mutuel de la Banque et de ses autres succursales.

La Banque vise à obtenir un mélange judicieux de clients entre des entreprises de grande qualité, chinoises et européennes. La Banque ayant besoin d'acquérir de l'expérience sur le marché local européen, le portefeuille de clients sera composé principalement de clients chinois et intègrera peu à peu plus de clients européens. De même, la Banque se concentrera sur les clients ayant une notation interne minimum de 8 (ou l'équivalent) afin de réduire les risques potentiels. Par ailleurs, la Banque cible les entreprises et/ou les transactions dans le contexte de l'initiative « Une Ceinture Une Route » (la nouvelle route de la soie).

La Banque soutiendra en outre les sociétés chinoises de grande qualité dans leur recherche de cibles d'acquisitions européennes ou internationales et fournira des services de recherche d'investisseurs aux clients européens. Dans la mesure du possible, la Banque, cherchera des opportunités de ventes croisées, particulièrement en Chine. La Banque a suivi et continue de suivre une démarche appropriée concernant l'investissement dans des titres et a pour objectif d'investir dans des titres de qualité « investment grade » et des titres de créance/obligations d'émetteurs spécifiques conformément aux orientations et à l'approbation du Siège. La notation des portefeuilles de titres actuels de la Banque varie entre BBB et AAA.

La Banque poursuit en permanence la mise à jour de ses politiques, gestion du risque et cadre de contrôle, y compris les processus maison, les rapports et les indicateurs de risque afin de se conformer aux dernières exigences réglementaires.

Les indicateurs de performance clés (KPI) sont déterminés au niveau du Groupe, étant un mélange de rentabilité (résultat d'exploitation, résultat d'exploitation après provisions, résultat net, produit des honoraires et commissions), qualité des actifs (dépréciation, actifs pondérés du risque), liquidité (ratio de couverture des besoins de liquidité à court terme, ratios de liquidité) et campagnes spéciales tel que conformément aux orientations stratégiques du groupe mère (transactions intra-groupe, activités en RMB, initiatives de banque universelle, etc.).

À l'avenir, la Banque accroîtra ses efforts pour développer et acquérir de nouvelles opportunités commerciales, ce qui peut inclure l'expansion géographique, le renforcement et la stimulation d'une croissance saine en se concentrant sur des actifs de qualité assortis d'une consommation faible en capital. Parallèlement au développement des affaires, la Banque a pour objectif d'améliorer de façon continue toutes les procédures internes en vue d'une prise en charge des clients, d'un traitement et d'un suivi des transactions fluides, dans le respect de l'ensemble des règles et règlements.

Analyse financière

Les comptes annuels sont exprimés dans la devise du capital social (EUR). L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

Au 31 décembre 2018, l'actif total de la Banque atteignait 639 676 635 EUR (2017 : 968 504 137 EUR) dont 135 968 350 EUR (2017 : 403 357 874 EUR) correspondaient à des prêts et créances à la clientèle, 274 754 704 EUR (2017 : 267 752 367 EUR) correspondaient à des prêts et créances aux établissements de crédit, et 178 850 515 EUR (2017 : 282 828 557 EUR) correspondaient à des placements dans des titres pour la création de revenu et à des fins de gestion de la liquidité.

Au cours de 2018, la Banque a vendu une partie de ses prêts pour garantir le respect réglementaire concernant une Exposition Importante, ce qui a entraîné une diminution du portefeuille de prêts.

Au 31 décembre 2018, le total des passifs y compris les fonds propres s'établissait à 639 676 635 EUR (2017 : 968 504 137 EUR) dont 458 909 196 EUR (2017 : 878 848 681 EUR) étaient les montants dus aux établissements de crédit.

Du fait que les deux succursales ont été créées en 2017 et engagent encore de hauts coûts fixes, la Banque encourt encore des charges élevées.

En conséquence, au 31 décembre 2018, la Banque a généré une perte de 9 702 891 EUR au titre de l'exercice (2017 : 6 518 888 EUR), avec un revenu total d'intérêt s'élevant à 12 249 588 EUR (2017 : 12 965 863 EUR).

Au 31 décembre 2018, le ratio de couverture des besoins en liquidités de la Banque est demeuré solide, s'établissant à 793,4 % (2017 : 280,86 %), bien au-dessus de l'exigence réglementaire (100 % à partir de 2018) et le ratio de solvabilité de la Banque s'est bien maintenu à 20,73 % (2017 : 18,81 %).

Quant aux perspectives de la Banque pour les années à venir, la Banque reste prudemment optimiste pour sa performance financière.

Du côté des actifs, la Banque s'attend à ce que ses principales activités actuelles conservent leur momentum de croissance stable, à savoir les prêts et créances aux

entreprises et aux établissements de crédit ainsi que les placements dans des titres, afin d'accroître le rendement des actifs.

Du côté des passifs, y compris les fonds propres, la Banque estime qu'elle ajoutera à la base de capital à un moment opportun, en attendant la planification de la capitalisation au niveau du groupe mère. En termes de produits et de charges, la Banque prévoit une croissance régulière des produits d'intérêt en ligne avec son expansion des actifs, toutefois aussi une augmentation continue des charges encourues en raison des coûts de contrôle interne et des coûts de liquidité pour les opérations des succursales dans d'autres États membres de l'UE.

Membres du personnel

Compte tenu du fait que les deux nouvelles succursales européennes sont déjà opérationnelles et vu les exigences réglementaires croissantes, la Banque a recruté plusieurs agents du risque expérimentés dans les succursales. La banque reconnaît qu'un plus grand nombre de collaborateurs multilingues améliorerait le cadre de contrôle interne ainsi que le déploiement de systèmes informatiques supplémentaires. La seconde et troisième lignes de défense continueront aussi d'améliorer leur collaboration, contribuant à l'efficacité de l'administration centrale et de la gouvernance interne.

Gestion du risque

En ce qui concerne les risques financiers, la Banque est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité, et dans une moindre mesure, au risque de marché et au risque opérationnel. Par ailleurs, le risque juridique, de conformité et de réputation restent importants également.

Le Conseil d'administration a approuvé la politique du risque et l'appétit pour le risque de la Banque. Conformément aux principes de bonne gouvernance, l'énoncé sur l'appétit pour le risque a fait l'objet d'une mise à jour afin notamment de prendre en compte le développement futur des succursales.

La BoD a délégué au Service du Contrôle du Crédit et du Risque (Credit and Risk Control Department) (« CRCD ») les tâches d'identification, de contrôle et de suivi de tous les risques financiers avant et après toute transaction dans son champ d'activité. Dans le cadre de leur rôle et fonctions qui leur sont assignés, ils s'assurent que les nouvelles transactions sont conformes aux politiques et à l'appétit pour le risque applicables du point de vue du risque, entre autres choses. Les rapports sur les risques sont utilisés comme outils de suivi et sont communiqués à la Direction Autorisée et la BoD de façon régulière.

Le cadre de gestion du risque est construit autour du modèle des « trois lignes de défense » avec des révisions régulières des expositions et des limites de la Banque définies par le Groupe ou en interne. De plus, afin de maintenir le risque à un niveau acceptable pour la Banque, la fonction du risque de la Banque met en œuvre régulièrement des « stress tests » et simule les exigences en capital supplémentaires, le cas échéant, dans des scénarios de crise.

La Banque a mis en place les comités de gestion du risque suivants au niveau opérationnel : (1) Comité sur les Actifs et Passifs (ALCo), (2) Comité de Gestion et du Risque Global, (3) Comité du Crédit et (4) Comité d'Acceptation des Clients.

Le cadre de gestion du risque à « trois lignes de défense » de la Banque est le suivant :

- Le Développement des Affaires, le Département du Trésor, le Département des Établissements de crédit et Opérations constituent la première ligne de défense ;
- Le Département Contrôle et Risque de Crédit (CRCD), conjointement avec le Département Conformité, constituent la deuxième ligne de défense ;

Tous les deux identifient indépendamment tous les aspects concernés des risques et, par conséquent, ils contrôlent, mesurent et surveillent les expositions au risque et rendent compte à la Direction Autorisée ;

- La troisième ligne de défense comprend la fonction d'Audit Interne qui se charge de passer en revue la fonction de gestion globale du risque et de conformité de la Banque.

Les équipes locales CRCD des succursales de Rome et Paris rendent compte au chef du CRCD situé au Luxembourg. Elles sont responsables de la mise en œuvre des processus maison afin d'assurer la conformité réglementaire locale, mais pour le reste, elles suivent les lignes directrices adoptées par leurs lignes hiérarchiques. D'une façon non exhaustive, elles utilisent les mêmes indicateurs de risque, méthodologie, modèles et processus que ceux qui existent déjà pour leur siège au Luxembourg.

Pour les questions de risque de crédit, conformément à l'énoncé sur l'appétit du risque partagé, elles procèdent à leur propre analyse, laquelle est contestée par le siège.

Risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme le risque qu'une contrepartie ne parvienne pas à remplir ses obligations conformément aux modalités convenues. En outre, les événements de défaut comprennent le retard des remboursements, la restructuration des remboursements de l'emprunteur et la faillite.

La Banque a établi un mécanisme prudent de gestion du crédit, tel que des lignes directrices et des critères pour les crédits, le processus d'autorisation de l'approbation du crédit et la politique de gestion postérieure au prêt.

Au-dessus d'un seuil spécifique, la demande portant sur une ligne de crédit devrait non seulement faire l'objet de délibérations par le comité de crédit de la Banque mais aussi être ratifiée par le Siège du Groupe. La qualité du portefeuille de crédit est examinée fréquemment. En outre, le Département du Contrôle du Crédit et du Risque met en œuvre régulièrement des « stress tests » afin d'identifier d'éventuelles exigences en capital supplémentaires. Par ailleurs, la Banque fait des efforts pour suivre les preuves et projette son impact sur les actifs et les flux de trésorerie futurs et met en place des provisions spécifiques, le cas échéant. Enfin, avec la mise en application de la norme IFRS 9, la banque a mis en œuvre un modèle de base des pertes attendues pour tous les actifs entrant dans le champ d'application de ces nouvelles règles comptables relatives au reporting réglementaire.

Risque de marché

Les orientations sur la politique de risque du marché et les limites de l'appétit pour le risque ont été exécutées en ligne avec la stratégie de la Banque, ainsi que la surveillance d'ensemble réalisée par la BoD. Conformément à la politique sur le risque de marché, la Banque ne se livre pas à des négociations d'instruments financiers à des fins spéculatives. La Banque a mis sur pied un système de limites complet concernant la mesure et le suivi du risque de marché afin de prévenir et de maîtriser tout impact défavorable de la fluctuation (du prix, du rendement, des taux de change, etc.) du marché. De plus, suite à la mise en œuvre de nos orientations, notre risque de change reste faible du fait que la devise de financement de nos actifs est la même que la devise dans laquelle les passifs sont libellés, ce qui atténue grandement le risque.

Le risque de taux d'intérêt reste l'un des principaux risques de marché bien que la plupart de nos actifs/passifs soient des actifs/passifs porteurs d'intérêt à taux variable. Afin d'évaluer le risque de taux d'intérêt provenant des activités hors portefeuille de négociation, la Banque a mis en place des analyses par un outil de sensibilité. Les calculs se fondent sur des analyses basées sur des déplacements parallèles de la courbe de rendement.

Afin de se couvrir contre une hausse de la courbe de rendements américains qui impliquerait une chute de la valeur du portefeuille de nos titres de créance, la banque a échangé la part du portefeuille libellée en dollar américain, c'est-à-dire, la banque a conclu un swap payeur avec le siège comme contrepartie. Le recours aux dérivés tels que l'IRS au sein de la Banque est uniquement à des fins de couverture du risque de taux d'intérêt.

Risque de concentration

Le risque de concentration dénote la probabilité de perte découlant de l'exposition lourdement déséquilibrée en faveur d'un groupe particulier de contreparties, secteur, devise, etc. La Banque surveille et gère le risque de concentration en se conformant à la limite des fortes expositions et à une politique promouvant une stratégie d'investissement diversifiée.

La forte exposition fait l'objet d'un suivi et d'un contrôle quotidiens. Une fois toute violation potentielle détectée ou attendue, la Banque prendrait des mesures immédiatement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est la probabilité de perte découlant d'une situation où (1) la trésorerie et/ou les équivalents de trésorerie sont insuffisants pour répondre aux besoins des déposants et des emprunteurs ; (2) la vente d'actifs non liquides mène à un rendement inférieur à leur juste valeur et/ou (3) les actifs non liquides ne peuvent pas être négociés au moment voulu en raison d'un manque d'acheteurs ou de liquidité sur le marché.

Pour assurer une liquidité suffisante pour répondre aux besoins, la Banque a mis en place un cadre de gestion de la liquidité efficace. La Banque calcule et suit les ratio liés à la liquidité, tel que le LCR (ratio de liquidité à court terme) sur une base quotidienne. La situation de liquidité de la Banque est ensuite présentée à la Direction Autorisée. La Banque accroît rapidement la taille de ses actifs liquides de grande qualité, le cas échéant, et corrige de manière cohérente la non-concordance des échéances. Le risque de liquidité est surveillé principalement par le département de la Trésorerie.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte directe ou indirecte résultant de processus internes, personnes et systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs.

La Banque a mis en place la structure de gouvernance du risque opérationnel sur la base du principe des « Quatre Yeux » et du cadre des « Trois lignes de défense ». Le risque opérationnel est géré par le Département du Contrôle du Crédit et du Risque, qui est chargé de l'enregistrement, de la documentation et de l'évaluation de l'impact de tous les événements de risque opérationnel. Quelques événements mineurs ont été signalés par des employés et dûment enregistrés et documentés par le département du Risque.

Risque juridique et de Conformité

Le risque juridique et de Conformité est l'exposition aux pénalités juridiques, à la confiscation financière et aux pertes substantielles auxquelles la Banque est confrontée lorsqu'elle n'agit pas conformément aux lois et règlements bancaires, aux politiques internes ou aux meilleures pratiques prescrites.

La politique de conformité de la Banque comprend toutes les mesures, actions et options décidées afin de limiter les risques à un niveau acceptable dans la poursuite de ses objectifs.

Les principaux risques de Conformité sont identifiés comme suit: (1) Risque de violation des règles de déontologie : à savoir, le risque de violation des règles de déontologie par la Banque ou ses collaborateurs ; (2) risques juridiques et réglementaires ; à savoir le risque de non-conformité aux lois, règlements et pratiques professionnelles applicables, ce qui implique :

- le risque de litige : risque lié au résultat d'actions en justice ;
- le risque contractuel/de transactions : risque lié à l'interprétation erronée ou à la non-application de règles juridiques concernant un contrat ou une transaction ;
- le risque législatif : risque lié aux modifications apportées aux lois et règlements ;
- le risque de sanctions : comprend le risque de sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires par suite du non-respect des lois, règlements, règles, normes et/ou accords contractuels.

Risque de réputation

Le risque de réputation fait référence au dommage en raison de la diminution de la valeur et de la réputation amoindrie de la Banque, résultant de la publicité défavorable vraie ou fausse, des défaillances des pratiques commerciales et des manquements à se conformer aux lois et règlements en vigueur. Par l'application de politiques et procédures, la formation continue, la séparation correcte entre les fonctions concernées, la Banque a conçu un environnement destiné à empêcher le comportement illicite.

Approbation des Comptes Annuels

La perte au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de 9 702 891 EUR sera proposée à l'Assemblée Générale Annuelle (AGA). Le Conseil d'administration a approuvé les comptes annuels le 14 juin 2019.

Événements ultérieurs

Aucun événement ultérieur n'est survenu qui modifierait la teneur des présents comptes annuels.

Bank of Communications (Luxembourg) S.A,

Pour le compte du Conseil d'administration

[signature]

Shuren ZHANG

Directeur exécutif

[signature]

Qiang LIU

Président du Conseil d'administration

14 juin 2019

Rapport de révision

Au Conseil d'administration de

Bank of Communications (Luxembourg) S.A.

Rapport sur la révision des comptes annuels

Notre opinion

Selon nous, les comptes annuels ci-joints donnent une image sincère et fidèle de la situation financière de la Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (la « Banque ») au 31 décembre 2018, et des résultats de ses opérations pour l'exercice alors clos, conformément aux exigences prévues par la loi et les règlements du Luxembourg relatifs à l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Ce que nous avons révisé

Les comptes annuels de la Banque comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2018 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice alors clos ; et
- les notes aux comptes annuels qui incluent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre révision conformément au Règlement UE n° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 sur la profession d'audit (Loi du 23 juillet 2016) et aux Normes Internationales sur l'Audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Nos responsabilités en vertu du Règlement UE n° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour la révision des comptes annuels ».

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément au Code de déontologie international à l'usage des comptables professionnels publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA), tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF, conjointement aux exigences de déontologie qui s'appliquent à notre révision des comptes annuels. Nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques en vertu de ces exigences déontologiques.

À notre connaissance et en toute bonne foi, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que de révision qui sont interdits en vertu de l'article 5(1) du Règlement (UE) n° 537/2014.

Questions de révision fondamentales

Les questions de révision fondamentales sont celles qui, selon notre jugement professionnel, revêtaient la plus grande importance dans notre révision des comptes annuels de la période courante, et incluent les risques évalués les plus importants d'anomalies significatives (dus ou non à la fraude). Ces questions ont été examinées dans le contexte de notre révision des comptes annuels dans leur ensemble, et en formant notre opinion à leur égard, et nous ne fournissons pas d'opinion séparée sur ces questions.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu

*Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518*

Questions de révision fondamentales

Dépréciation/ajustements à la valeur des prêts et avances aux clients

Les prêts consentis aux clients sont l'un des principaux postes du bilan de la Banque représentant 21 % de l'actif total. Les opérations de prêts consentis aux clients de la Banque comprennent principalement des prêts, y compris des prêts syndiqués consentis aux clients d'entreprises appartenant à des groupes internationaux bien reconnus ou les représentant.

Depuis sa constitution en société, la Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour pertes sur prêts individuels (en dehors des ECL selon IFRS 9) confirmant son objectif d'investir principalement dans des emprunteurs de crédit de bonne qualité.

Toutefois, les conditions de l'industrie ou du marché spécifiques peuvent aggraver la qualité du crédit avec un impact défavorable significatif résultant de la nécessité d'effectuer des dépréciations. L'identification d'une dépréciation et le calcul des pertes sur prêts impliquent un jugement à propos des diverses hypothèses et facteurs, y compris la situation financière de la contrepartie et les flux de trésorerie futurs estimés, qui sont potentiellement soumis à de plus grandes incertitudes.

En raison du montant substantiel de prêts et de

Comment notre révision a traité les questions de révision fondamentales

Nous avons testé et évalué les contrôles applicables de la Banque en ce qui concerne l'approbation, l'enregistrement et le suivi (y compris l'évaluation de la dépréciation) des prêts consentis aux clients.

Nous avons adopté une méthode d'échantillonnage fondée sur le risque dans nos procédures de passage en revue des prêts. Au cours de tests détaillés, nos procédures de révision concernant des prêts sélectionnés incluaient, mais sans s'y limiter la question de savoir :

- si des contrats de prêts et des accords de garantie contraignants éventuels existent, le cas échéant ;
- si l'évaluation du risque initiale et la réévaluation périodique ont été correctement effectuées ;
- si l'évaluation interne de la Banque correspond à des informations disponibles en provenance de sources externes (par ex. agences de notation de crédit, dernières informations financières, communiqués de presse) ;
- si des indicateurs existent qui pourraient déclencher le processus de dépréciation (par ex. non-respect par l'emprunteur des stipulations contractuelles telles que la non-fourniture des dernières informations

créances accordés aux clients et comptabilisés au bilan et de l'importance des jugements appliqués, la valorisation des prêts et avances consentis aux clients est considérée comme une question de révision fondamentale.

Les informations communiquées par la Banque sur le risque de crédit et les procédures mises en œuvre sont fournies dans le Rapport de gestion (paragraphe « risque de crédit »), ainsi que dans les notes 2.3 et 3.3 des comptes annuels.

financières, la détérioration de la solvabilité de l'emprunteur, des paiements en retard ou des défauts de paiement par rapport à l'échéancier) ;

- Pour les prêts douteux, le cas échéant, nous avons évalué l'appréciation de la direction du montant recouvrable. Nous avons évalué les hypothèses sous-jacentes à la dépréciation, y compris les prévisions de flux de trésorerie futurs, la valorisation des garanties sous-jacentes, le cas échéant, et l'estimation des pertes en cas de défaut.

Autres informations

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations mentionnées dans le rapport de gestion mais n'incluent pas les comptes annuels et notre rapport de révision y afférent.

Notre opinion sur les comptes annuels ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à cet égard.

En lien avec notre révision des comptes annuels, nous sommes tenus de lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, d'examiner si les autres informations sont matériellement en contradiction avec les comptes annuels ou nos connaissances obtenues au cours de la révision, ou semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives. Si, sur la base des travaux que nous avons accomplis, nous concluons que ces autres informations comportent des anomalies significatives, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration concernant les comptes annuels

Le Conseil d'administration est chargé de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux exigences légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels, et du contrôle interne que le Conseil d'administration estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives, dues à la fraude ou à l'erreur.

Dans l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est chargé d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son activité, en divulguant, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation et en utilisant la base comptable de continuité d'exploitation, à moins que le Conseil d'administration n'ait l'intention de liquider la banque ou de mettre fin à ses activités, ou qu'il n'ait pas d'autre solution réaliste.

Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé concernant la révision des comptes annuels

Les objectifs de notre révision sont d'obtenir une assurance raisonnable quant à savoir si les comptes annuels dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, dues à la fraude ou à l'erreur, et d'émettre un rapport de révision qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais n'est pas une garantie qu'une révision effectuée conformément au Règlement UE n° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de la fraude ou d'une erreur et sont considérées matérielles si, prises individuellement ou

dans leur ensemble, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces comptes annuels.

Dans le cadre de notre révision conformément au Règlement UE n° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons notre scepticisme professionnel tout au long de la révision. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives des comptes annuels, dues à la fraude ou à l'erreur, concevons et effectuons des procédures de révision pour répondre à ces risques, et recueillir des éléments de preuve suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter d'anomalie significative résultant de la fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, la fraude pouvant impliquer la collusion, la contrefaçon, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous obtenons une compréhension du contrôle interne applicable à la révision afin de concevoir des procédures de révision adaptées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des divulgations liées faites par le Conseil d'administration ;
- nous concluons sur le caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration de la base de continuité d'exploitation et, en nous fondant sur les éléments probants de révision recueillis, nous examinons si une incertitude matérielle existe liée aux événements ou aux conditions qui peuvent jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'une incertitude matérielle existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport de révision sur les divulgations liées aux comptes annuels ou, si de telles divulgations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants de révision recueillis jusqu'à la date de notre rapport de révision. Toutefois, les événements ou les conditions futurs peuvent entraîner la Banque à cesser de poursuivre ses activités.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les divulgations et si les comptes annuels représentent les transactions et les événements sous-jacents d'une manière qui réalise une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, le champ d'application et le moment prévus de l'audit et les résultats de révision significatifs, y compris toute insuffisance éventuelle du contrôle interne que nous identifions au cours de notre révision.

Nous fournissons aussi aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration que nous avons respecté les exigences déontologiques applicables au regard de l'indépendance, et pour les informer de toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance, et, le cas échéant, sur les sauvegardes liées.

À partir des questions communiquées aux personnes chargées de la gouvernance, nous déterminons les questions qui revêtaient la plus grande importance dans la révision des comptes annuels de la période en cours et qui sont donc des questions fondamentales de révision. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de révision à moins que la loi ou la réglementation empêche la divulgation publique à cet égard.

Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Le rapport de gestion est cohérent avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été nommés « Réviseur d'Entreprises Agréé » de la Banque par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 29 juin 2018 et la durée de notre engagement ininterrompu, y compris les reconductions précédentes et les nouvelles nominations, est de quatre (4) ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
représentée par

Luxembourg, 14 juin 2019

[signature]
Björn Ebert

Comptes annuels

Bilan

Au 31 décembre 2018 (Exprimés en EUR)

Actifs	Note(s)	2018	2017
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des	3, 4	39 218 745	6 753 210
Dérivés	2, 3, 7	2 763 868	-
Prêts et créances aux établissements de crédit	2, 3, 7	274 754 704	267 752
- remboursables sur demande		46 202 439	28 264 371
- autres prêts et créances		228 552 265	239 487
Prêts et créances aux clients	2, 3	135 968 350	403 357
Titres de créances et autres titres à revenu fixe	2, 3, 5	178 850 515	282 828
- émis par des organismes publics		82 661 059	128 853 585
- émis par d'autres emprunteurs		96 189 456	153 974
Actifs incorporels	2, 3, 6	164 415	251 390
Actifs corporels	2, 3, 6	2 917 442	3 554 702
Autres actifs	2, 3, 8	947 515	700 627
Comptes de régularisation	7, 9	4 091 081	3 305 411
Total de l'actif		639 676 635	968 504
Passifs	Note(s)	2018	2017
Montants dus aux établissements de crédit	2, 3, 7	458 909 196	878 848 681
- à terme ou à préavis		458 909 196	878 848 681
Montants dus aux clients	2, 3	100 000 000	-
- Dépôts d'épargne		100 000 000	-
Dérivés	2, 3, 7	99 841	-
Autres passifs	2, 3, 8	-	187 231
Comptes de régularisation du passif	7, 10	3 960 340	2 495 186
Provisions		4 969 111	4 559 762
- Provisions pour impôts courants	2, 3, 11	892 806	1 069 824
- Autres provisions	2, 3, 11	4 076 305	3 489 938
Capital souscrit	12, 13	100 000 000	100 000 000

Réserve de revalorisation	13	(1 410 773)	-
Profit ou perte reporté	13	(17 148 189)	(11 067 835)
Profit ou perte de l'exercice	13	(9 702 891)	(6 518 888)
Total du passif		639 676 635	968 504 137

Hors bilan

Au 31 décembre 2018
(Exprimés en EUR)

	Note(s)	2018	2017
Engagements	16	32 845 915	-

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels

Compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

(Exprimés en EUR)

	Note(s)	2018	2017
Intérêt à recevoir et revenu similaire	17	12 249 588	12 965 863
dont			
- résultant de titres à revenu fixe		4 678 841	5 876 086
Intérêt à payer et charges similaires		(10 603 094)	(8 819 243)
Commissions à recevoir	17, 18	1 325 191	289 894
Commissions à payer		(30 664)	(37 096)
Profit net ou perte nette sur opérations financières	19	1 179 070	4 230 073
Autre revenu d'exploitation	20	1 875 856	1 615 517
- Charges administratives générales		(15 965 727)	(15 611 981)
- Coût du personnel	22, 23	(10 267 005)	(8 182 667)
dont :			
- salaires et traitement		(7 131 038)	(6 277 238)
- coûts de sécurité sociale		(1 880 138)	(1 089 629)
dont : coûts des		(517 799)	(307 916)
- autres charges administratives	24	(5 698 722)	(7 429 314)
Ajustements de valeur en ce qui concerne les actifs	6	(796 376)	(707 254)
Réajustements de la valeur en ce qui concerne des prêts et des avances et provisions pour passifs et		1 876 079	-
Ajustements de valeurs en ce qui concerne les titres transférables détenus en tant qu'immobilisations financières, les intérêts participatifs et les actions dans		(543 559)	-
Impôt sur les profits ou les pertes sur activités ordinaires		-	-
Autres impôts non indiqués sous les postes précédents		(269 255)	(444 666)
Profit (ou perte) de l'exercice		(9 702 891)	(6 518 888)

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels

Notes aux comptes annuels

Note 1 - Généralités

The Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (La « Banque ») a été constituée dans le Grand-Duché de Luxembourg par acte notarié en tant que Société Anonyme le 5 septembre 2014 pour une durée illimitée. La Banque a son siège social 7, Rue de la Chapelle, L1325, Luxembourg.

Le 28 octobre 2014, la Banque a obtenu un agrément bancaire complet (n° 56/14) en tant qu'établissement de crédit accordé par le Ministre des Finance du Luxembourg. Elle est autorisée à fournir tous les services précisés dans la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier (la « Loi Bancaire ») y compris ce qui suit : services bancaires commerciaux à ses clients ciblés comme clients chinois et européens.

Le capital social de la Banque est entièrement libéré à la date d'arrêté des comptes et se monte à 100 000 000 EUR.

La totalité de son capital social est détenue à part entière par Bank of Communications Co.,Ltd. (le « Groupe »).

Les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les états financiers du groupe de la Banque Mère, Bank of Communications Co., Ltd. (188, Yincheng Zhong Road, (Shanghai) Pilot Free Trade Zone, République Populaire de Chine).

Les membres du Conseil d'Administration ont été nommés pour trois ans par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 16 avril 2015. Les mandats des membres du Conseil d'Administration ont été étendus à l'exercice clos le 31 décembre 2021 au cours de l'assemblée générale annuelle tenue le 9 juin 2016. Certains changements sont intervenus dans la composition du Conseil depuis cette date. M. Nigel Fielding a été nommé jusqu'à la clôture de l'exercice financier le 31 décembre 2020 au cours de l'assemblée générale annuelle tenue le 29 juin 2018. M. Wei Chen et M. Shuren Zhang ont été nommés jusqu'à la clôture de l'exercice prenant fin le 31 décembre 2022 pendant l'Assemblée Générale annuelle tenue le 29 juin 2018.

La Banque prépare ses comptes annuels en euro (EUR), la devise d'expression de son capital.

L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

La Banque a deux succursales (ensemble « les Succursales ») dans d'autres États membres de l'UE, un en France (par la suite la Succursale de Paris) et l'autre en Italie (par la suite la Succursale de Rome).

Note 2 – Résumé des principales méthodes comptables et des règles de valorisation

2.1 Base de la présentation

Ces comptes annuels ont été préparés dans le respect des principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg, notamment, la loi du 17 juin 1992 modifiée, se rapportant aux états financiers annuels et consolidés d'établissements de crédit régis par le Droit luxembourgeois. Les méthodes comptables et les principes de valorisation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, sauf ceux qui sont définis par le Droit et par les règlements luxembourgeois.

La Loi modifiée du 17 juin 1992 permet aux établissements de crédit de publier leurs comptes annuels en utilisant les options des Normes internationales de présentation de l'information financière (International Financial Reporting Standards) (IFRS) de manière intégrale ou pour des catégories facultatives d'actifs et de passifs. À cet égard, à compter de l'exercice financier 2018, la Banque choisit de valoriser ses instruments financiers conformément au cadre de reporting financier mixte (les Principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg, « Lux GAAP » avec « l'option IFRS 9 »). Pour les exercices précédents, les Lux GAAP ont été utilisés pour les comptes annuels. Veuillez vous reporter à l'Article 2.1.1.

La Banque applique IFRS 9, la date de transition étant le 1^{er} janvier 2018. Veuillez vous reporter à l'Article 2.1.2.

La préparation des comptes annuels requiert l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle requiert aussi que le Conseil d'administration exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables. Les changements d'hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période où ces changements interviennent. Le Conseil d'administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les comptes annuels présentent donc la situation financière et les résultats de manière fidèle.

Le Conseil d'administration fait des estimations et émet des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs portés dans l'exercice suivant. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués ; ils sont fondés sur l'expérience passée et d'autres facteurs, y compris les attentes des événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances.

2.1.1 Adoption des Lux GAAP avec l'option IFRS 9

La Banque décide de préparer ses comptes annuels dans les Lux GAAP avec l'option IFRS 9 et ne pas retraiter les chiffres comparatifs dans les présents comptes annuels. Les chiffres pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont par conséquent présentés en Lux GAAP. Les principales différences de valorisation et de divulgation, sur la base des activités de la Banque sont résumées de la manière suivante ;

- Dérivés

Pour les chiffres comparatifs de 2017, les produits dérivés étaient considérés comme des instruments de couverture en vertu des Lux GAAP et restent donc non évalués.

En vertu de l'option IFRS 9, la Banque n'applique pas de comptabilité de couverture et les enregistre à la juste valeur comme dérivés détenus à des fins de négociation. Par conséquent, les produits dérivés sont mesurés à la juste valeur (détails à l'article 2.9).

- Titres de créances et autres titres à revenu fixe

Pour les chiffres comparatifs de 2017, les titres de créance et autres titres à revenu fixe étaient évalués à la valeur la plus faible entre leur coût d'acquisition ou leur prix de marché en vertu des Lux GAAP.

En vertu de l'option IFRS 9, les titres sont classés à la juste valeur via l'autre revenu global (« FVOCI »). Les titres sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués à la juste valeur, les gains et les pertes étant comptabilisés sous la rubrique « Réserve de revalorisation », à l'exception des pertes de valeur et des gains et pertes de change sur des postes monétaires qui sont immédiatement comptabilisés dans le compte de profits et pertes jusqu'à la décomptabilisation de l'actif financier (détails à l'Article 2.6).

- Prêts et créances

Pour les chiffres comparatifs de 2017, les prêts et les créances étaient indiqués à leur prix d'acquisition.

En vertu de l'option IFRS 9, les prêts et les créances sont classés au coût amorti diminué de la dépréciation, le cas échéant (détails à l'Article 2.3).

Un résumé de l'impact sur les postes d'actifs concernés figure ci-dessous.

Actifs financiers au 31 décembre 2017	Lux GAAP	Lux GAAP avec option (*) IFRS 9
Dérivés	-	1 877 751
Prêts et créances	671 110 241	671 110 241
Titres de créances et autres titres à revenu fixe	282 828 557	283 682 779

* ECL n'est pas pris en compte

2.1.2 Adoption de la norme IFRS 9

La Banque a adopté la norme IFRS 9 publiée par l'IASB en juillet 2014 avec une date de transition du 1^{er} janvier 2018, qui a résulté en l'introduction de modifications des méthodes comptables et des ajustements aux montants comptabilisés précédemment dans les états

financiers. La Banque n'a adopté par anticipation aucune mesure de la norme IFRS 9 au cours de la période précédente.

L'adoption de la norme IFRS 9 a entraîné des modifications des méthodes comptables concernant la comptabilisation, la classification et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers ainsi que la dépréciation d'actifs financiers.

Comme permis par les dispositions transitoires de la norme IFRS 9, la Banque a décidé de ne pas retraiter les chiffres comparatifs. Tout ajustement aux montants comptables des actifs et des passifs financiers à la date de transition a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués et autres réserves au 1^{er} janvier 2018.

Le résumé de l'effet de la première adoption sur les postes d'actifs et de passifs concernés figure ci-dessous.

Actifs financiers	Classification IAS 39	Reclassification IFRS 9	31 décembre 2017	ECL	1 ^{er} janvier 2018
Dérivés	détenu en vue de la négociation	juste valeur par le biais du compte de résultat	2 523 701	-	2 523 701
Prêts et créances	prêts et créances	coût amorti	672 154 014	(3 107)	669 046 651
Titres de créances et autres titres à revenu	disponible à la	Juste valeur par le biais de l'autre revenu global	285 123 337	(491 513)	285 123 337
Autres actifs	s/o	s/o	870 407	(876)	869 531

* Sous la catégorie de FVOCI, les ECL des titres de créance ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers qui restent à la juste valeur. À la place, un montant égal à l'allocation ECL qui surviendrait si les actifs étaient évalués au coût amorti et comptabilisés dans l'autre résultat global. Veuillez vous reporter à la note 13.

Passifs financiers	Classification IAS 39	Reclassification IFRS 9	31 décembre 2017 IFRS 39	Réévaluations	1er janvier 2018 IFRS 9
Dérivé	détenu en	FVPL	1 589 771	-	1 589 771
Montants dus aux établissements de	coût amorti	coût amorti	880 110 358	-	880 110 358

2.2 Devises étrangères

La Banque a recours à un système comptable multi-devises, par lequel les actifs et les passifs sont enregistrés dans les devises dans lesquelles ils sont libellés. Pour l'établissement des comptes annuels qui sont exprimés en euros, les montants en devises étrangères sont convertis de la façon suivante :

Les actifs et les passifs libellés en devises étrangères sont convertis en EUR au taux de change au comptant applicable à la date d'arrêté des comptes. Les actifs corporels et incorporels sont convertis en EUR aux taux en vigueur à leur date d'acquisition.

Les transactions au taux de change au comptant sont converties en EUR au taux de change au comptant en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les gains et pertes de change résultant des transactions au comptant non couvertes par des transactions à terme sont comptabilisés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les produits et les charges en devises étrangères sont enregistrés dans leurs monnaies d'origine et convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

2.3 Prêts et créances

Les prêts et créances sont mesurés au coût amorti, et ils sont détenus au titre du recouvrement des flux de trésorerie contractuels lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements du principal et des intérêts (« SPPI »).

Les intérêts courus sont enregistrés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation actif ». La dépréciation, les pertes de crédit attendues (ECL) sont déterminées conformément à la norme IFRS 9, déduites des soldes des montants d'actifs appropriés et ne doivent pas être maintenues si les raisons justifiant leur enregistrement n'existent plus.

2.4 Montants à recevoir

À la date d'arrêté des comptes, les débiteurs sont enregistrés à leur valeur nominale diminuée des pertes de crédit attendues conformément à la norme IFRS 9.

2.5 Montants payables

À la date d'arrêté des comptes, les montants payables sont enregistrés sous les passifs au montant de remboursement. Les intérêts courus sont enregistrés sous la rubrique du bilan « Comptes de régularisation actif ».

2.6 Titres de créances et autres titres à revenu fixe

Tous les titres de la Banque ont réussi au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et sont détenus avec un modèle commercial dont l'objectif est atteint à la fois par le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers. Par conséquent, ils sont classés en tant que FVOCI (à la juste valeur par le biais de l'autre résultat global) et sont inclus dans le portefeuille structurel.

Les primes résultant de l'achat de titres à un prix excédant le montant remboursable à l'échéance sont comptabilisées par versements au compte de profits et pertes et enregistrées en tant que diminution des « Intérêts et produits assimilés ». L'escompte résultant de l'achat de titres à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est amorti au compte de pertes et profits et enregistré comme une augmentation des « Intérêts et produits assimilés » sur la période restante jusqu'à la date d'échéance ou la date de cession si elle est antérieure.

Les titres du portefeuille structurel sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués à la juste valeur, les gains et les pertes étant comptabilisés sous la rubrique « Réserve de revalorisation », à l'exception des pertes de valeur et des gains et pertes de change sur des postes monétaires qui sont immédiatement comptabilisés dans le compte de profits et pertes jusqu'à la décomptabilisation de l'actif financier. La réserve de revalorisation n'est pas disponible pour la distribution de dividendes. S'il est établi qu'un titre du portefeuille structurel est déprécié, le gain ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) dans la réserve de revalorisation est recyclé(e) dans le compte de profits et perte. L'intérêt est calculé en utilisant la méthode de l'intérêt effectif et comptabilisé dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

2.7 Détermination de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait perçu pour vendre un actif ou versé pour un passif dans une transaction ordonnée entre des participants du marché à la date d'évaluation.

La cotation des prix sur un marché actif est la meilleure preuve de la juste valeur des instruments financiers. En l'absence de ces prix cotés, la juste valeur est établie en appliquant des techniques de valorisation reconnues. Pour déterminer si un marché est inactif on se fie aux indicateurs tels qu'une forte baisse du volume des négociations et du niveau d'activité du marché, une forte disparité du prix au cours du temps et entre les divers participants du marché visés ci-dessus ou au fait que les dernières transactions dans des conditions de concurrence normale ne sont pas suffisamment récentes.

Un instrument financier est considéré être coté sur un marché actif si les prix cotés sont aisément disponibles auprès d'une bourse, d'un négociant, d'un courtier, d'un secteur d'activité, d'une agence de réglementation ou de service des cours et si ces prix représentent des transactions du marché réelles et survenant régulièrement dans des conditions de concurrence normale. Lorsque l'instrument financier est négocié sur plusieurs marchés auxquels la Banque a accès immédiat, la juste valeur de l'instrument financier est le prix le plus avantageux sur un marché actif.

En l'absence de prix de marché cotés ou en cas de dérivés de gré à gré, la juste valeur peut être estimée en utilisant les prix de marché cotés pour des instruments similaires, ajustés pour tenir compte des différences entre l'instrument coté et l'instrument évalué. La juste valeur est déterminée sur la base des prix de marché concernés pour les parties composantes en prenant en compte le cours acheteur et le cours vendeur de la position nette, compte tenu du sens de la tendance.

Si un prix de marché coté pour un instrument similaire n'est pas observable, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide d'une technique d'évaluation. La Banque utilise un modèle d'évaluation maison. Les données de marché observables telles que les courbes de rendement du taux d'intérêt, les prix des actions et des produits de base, les spreads de crédit, les volatilités des options et les taux des devises

sont utilisées comme paramètres d'évaluation dans le modèle d'évaluation. La technique d'évaluation est fréquemment utilisée par les participants du marché pour évaluer l'instrument et cette technique a prouvé qu'elle fournit des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions de marché réelles.

2.8 Perte de crédit attendue

Le modèle de la perte de crédit attendue (« ECL ») a été développé et validé par le Département de Gestion du Risque du Siège. Conformément au rapport sur le développement du modèle prospectif ECL à scénarios multiples pour les succursales situées à l'étranger, le but de ce rapport est d'aider la Banque à établir un ensemble d'exigences qui répondent aux stipulations de la norme IFRS 9. Les exigences applicables du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) sont en ligne également avec la pratique réelle de la Banque. Les informations prospectives ont été intégrées dans le modèle ECL du Siège qui inclut :

- 1) Il développe principalement le cadre du modèle global existant pour les succursales étrangères, y compris les méthodes de mesure des ECL, dans le scénario médian, le scénario optimiste et le scénario pessimiste ;
- 2) Il introduit principalement le traitement des données d'indicateurs macroéconomiques (variables indépendantes) et la probabilité de défaut (« PD ») (variables dépendantes) dans le modèle ECL à scénarios multiples, y compris la transformation logique et la standardisation des indicateurs ;
- 3) Les résultats du modèle ECL à scénarios multiples sont principalement recueillis, y compris les valeurs prédites du modèle PD selon divers scénarios et les facteurs d'ajustement correspondants.

Les ECL sont comptabilisées sur les actifs de crédit au bilan et sur les actifs de crédit hors bilan. À la fin de la première période de reporting après la comptabilisation initiale, une allocation (ou provision dans le cas d'engagements de prêts et de garanties financières) est exigée pour ECL résultant d'événements de défaut susceptibles de se produire dans les 12 mois suivants (ou moins, lorsque la durée de vie restante est inférieure à 12 mois) (« ECL de moins de 12 mois »). Dans le cas d'une augmentation importante du risque de crédit, une allocation (ou provision) est exigée pour les ECL résultant de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie attendue des instruments financiers (« ECL sur la durée de vie »). Les actifs de crédits lorsque l'ECL 12 mois est comptabilisée sont considérés être en « phase 1 » ; les actifs de crédit qui sont considérés comme ayant connu une augmentation importante du risque de crédit sont en « phase 2 » ; les actifs de crédit pour lesquels il existe des preuves objectives de perte de valeur sont considérés être en défaut ou autrement comme des prêts douteux, ils sont « en phase 3 ».

2.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations autres que les immobilisations financières sont évaluées à leur prix d'acquisition. La valeur des actifs corporels et incorporels dont l'utilisation est limitée dans le temps est dépréciée sur une base linéaire sur la durée de vie utile estimée ou aux taux spécifiés ci-dessous.

Les coûts d'achat n'excédant pas 870 EUR hors TVA chacun et dont la durée de vie utile est inférieure à 12 mois sont comptabilisés directement au compte de charges administratives. En cas d'une réduction durable de la valeur, les actifs incorporels et corporels sont soumis à des ajustements de la valeur, quelle que soit la limitation de leur utilisation.

L'évaluation à la valeur inférieure n'est pas maintenue si les raisons pour lesquelles les ajustements de valeur étaient effectués n'existent plus.

2.9.1 Actifs incorporels

La dépréciation est prévue sur une base linéaire sur la durée de vie utile résiduelle des actifs.

Le taux et les méthodes de dépréciation appliqués sont les suivants :

Licences : durée de licence (si disponible) ; ou 5
ans 20 %

2.9.2 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations et sont dépréciés sur une base linéaire sur la durée de vie résiduelle estimée des actifs. Le taux et les méthodes de dépréciation appliqués sont les suivants :

Ordinateurs :	5 ans 20 %
Amélioration des bâtiments :	durée des contrats de location (y compris équipement et mobilier de bureau)

2.10 Impôts

La Banque est soumise aux dispositions fiscales générales applicables aux juridictions du Luxembourg, de la France et de l'Italie.

2.11 Dérivés

Les flux de trésorerie contractuels des dérivés ne sont pas « uniquement des paiements du principal et des intérêts sur le montant principal impayé (« SPPI »). Par conséquent, les dérivés ne réussissent pas au test SPPI et sont classés en tant que FVTPL.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion du contrat sur dérivés et sont réévalués par la suite à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des cours du marché sur des marchés actifs (par ex. swap de taux d'intérêt), modèle d'actualisation des flux de trésorerie et modèle d'évaluation des options, selon le cas. Tous les dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsque leur juste valeur est négative.

Le gain non réalisé lors de la valorisation des dérivés est enregistré sous la rubrique « Dérivés » à l'actif tandis que la perte non réalisée lors de l'évaluation des dérivés est enregistrée sous la rubrique « Dérivés » au passif. Les gains et pertes réalisés et les gains et pertes de réévaluation sur les dérivés sont enregistrés dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Profits ou pertes nets sur opérations financières ». Les produits d'intérêts courus sont enregistrés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation actifs » tandis que les charges d'intérêts courus sont enregistrés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation passifs ». Les produits ou les pertes d'intérêt nets sont calculés dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

2.12 Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir des pertes ou des dettes dont la nature est clairement définie et qui seront vraisemblablement ou certainement encourues à la date d'arrêté des comptes mais dont le montant ou la date à laquelle elles surviendront sont incertains.

Les provisions peuvent aussi être créées pour couvrir des charges qui ont pris naissance au cours de l'exercice sous revue ou d'un exercice précédent, dont la nature est clairement définie et qui seront vraisemblablement ou certainement encourues à la date d'arrêté des comptes mais dont le montant ou la date à laquelle elles surviendront sont incertains.

Les provisions incluent aussi la dépréciation appliquée aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière, suite à l'exigence relative à la perte de valeur de la norme IFRS 9.

Note 3 – Analyse des instruments financiers

3.1 Stratégie reflétant l'utilisation d'instruments financiers

Les activités de la Banque sont principalement liées à l'utilisation d'instruments financiers primaires à des fins autres que de négociation.

3.2 Analyse des instruments financiers

3.2.1 Informations sur les instruments financiers primaires à des fins autres que de négociation

Les tableaux ci-dessous analysent le niveau d'instruments primaires de la Banque en ce qui concerne leurs échéances résiduelles. Les instruments financiers de la Banque sont indiqués à leur valeur comptable. Au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, la Banque ne détenait aucun instrument financier primaire à des fins de négociation.

Analyse des instruments financiers - Instruments primaires à des fins autres que de négociation (à la valeur comptable - EUR) au 31 décembre 2018

Actifs financiers	Inférieurs à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales	39 218 745				39 218 745
Prêts et créances aux établissements de crédit	103 749 210	170 671 527		333 967	274 754 704
Prêts et créances aux clients	6 978 846		114 016 683	14 972 822	135 968
Titres de créances et autres titres à revenu fixe		56 526 290	122 324 224		178 850 515
Dérivés		143 559	2 620 309		2 763 868
Total des actifs financiers	149 946	227 341	238 961 216	15 306 790	631 556
Actifs non-financiers					8 120 453
Total de l'actif	149 946	227 341	238 961 216	15 306 790	639 676

Passifs financiers	Inférieurs à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants dus aux établissements de crédit	395 153 737	63 755 459			458 909 196
Montants dus aux clients			100 000 000		100 000
Dérivés			99 841		99 841
Total des passifs financiers	395 153	63 755 459	100 099 841	-	559 009
Passifs non financiers					8 929 451
Total du passif	395 153	63 755 459	100 099 841	-	567 938

Actifs financiers	Exposition brute	Étape1 ECL	Actifs financiers nets de ECL
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et	39 218 745	-	39 218 745

des banques postales			
Prêts et créances aux établissements de crédit	275 496 868	(742 164)	274 754 704
Prêts et créances aux clients	136 334 275	(365 925)	135 968 350
Titres de créances et autres titres à revenu fixe*	178 850 515	(1 058 072)	178 850 515
Dérivés	2 763 868	-	2 763 868
Total des actifs financiers	632 664 271	(2 166 161)	631 556 182
Actifs non-financiers	8 123 929	(3 476)	8 120 453
Total de l'actif	640 788 200	(2 169 637)	639 676 635

* Sous la catégorie de FVOCI, les ECL des titres de créance ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers qui restent à la juste valeur. À la place, un montant égal à la provision pour les ECL qui surviendrait si les actifs étaient évalués au coût amorti est comptabilisé dans l'autre revenu global.

Analyse des instruments financiers - Instruments primaires à des fins autres que de négociation (à la valeur comptable - EUR) au 31 décembre 2017

Actifs financiers	Inférieurs à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques	6 753 210	-	-	-	6 753 210
Prêts et créances aux établissements de crédit	257 417 794	10 000 000	-	334 573	267 752 367
Prêts et créances aux clients	200 000 000	15 364 917	158 992 957	29 000 000	403 357 874
Titres de créances et autres titres à revenu fixe	-	68 476 355	214 352 202	-	282 828 557
Total des actifs financiers	464 171 004	93 841 272	373 345 159	29 334 573	960 692 008
Actifs non-financiers	-	-	-	-	7 812 129
Total de l'actif	-	-	-	-	968 504 137

Passifs financiers	Inférieurs à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants dus aux établissements de	789 504 647	89 344 034	-	-	878 848 681
Total des passifs financiers	789 504 647	89 344 034	-	-	878 848 681
Passifs non financiers					7 242 179
Total du passif					886 090 860

3.2.2 Informations sur les instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2018, la Banque a conclu douze contrats de swaps sur taux d'intérêt à des fins de couverture de son portefeuille de titres de créance actuel.

Analyse des instruments financiers — Instruments dérivés à des fins autres que de négociation (Notionnel / Juste valeur propre en EUR)

	> 3 mois			> 1 an à 5			Plus de 5 ans			Total		
Catégories d'instruments au 31 Décembre 2018	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
En EUR		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
Swaps	21 834 0	143 5	-	123 310 0	2 620 3	99 841	-	-	-	145 144 1	2 763 8	99 841
									Total		2 763 8	99 841

	> 3 mois à 1 an			> 1 an à 5			Plus de 5 ans			Total		
Catégories d'instruments	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
En EUR		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
Swaps	23 555	44 658	-	148 704	1 833 0	371 07	-	-	-	172 260	1 877 75	371 07
									To		1 877 75	371 07

3.3 Risque de Crédit

Principe de gestion du risque

Comme mentionné précédemment, la Banque suit le cadre des « trois lignes de défense ». (1) Première ligne de défense: département preneur de risque ou département subissant le risque, (2) Deuxième ligne de défense: fonctions de suivi du risque appliquant le principe des quatre yeux et (3) Troisième ligne de défense: fonction d'assurance du risque. Veuillez vous reporter à la page 6.

3.3.1 Description du risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme la possibilité qu'un emprunteur bancaire ou une contrepartie ne parvienne pas à remplir ses obligations conformément aux modalités convenues. En outre, les événements de défaut comprennent le retard des remboursements, la restructuration des remboursements de l'emprunteur et la faillite.

L'objectif de notre gestion du risque de crédit est de maximiser le taux de rendement ajusté du risque de la banque en maintenant l'exposition au risque de crédit dans des limites acceptables. CRCD gère et assure le suivi du risque de crédit inhérent au portefeuille dans son intégralité ainsi que le risque des crédits ou transactions individuels.

3.3.2 Mesure de l'exposition au risque de crédit

BoCom Lux a recours à diverses techniques pour mesurer son exposition au risque de crédit. La qualité du crédit du portefeuille est examinée au moins une fois par mois. Le

Département de Contrôle du Crédit et du Risque procède régulièrement à l'analyse de stress tests afin d'identifier tous impacts négatifs sur notre capital. De plus, si nous remarquons des éléments de preuve de pertes sur actifs impactant les flux de trésorerie futurs, nous mettons en place des provisions spécifiques afin de parer à de tels événements.

3.3.3 Concentration du risque de crédit

La banque surveille et gère le risque de concentration dans le cadre de sa gestion du risque.

Les tableaux ci-dessous indiquent la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers, résultant de l'exposition au bilan et hors bilan, par situation géographique et secteur économique.

Concentration du risque de crédit par situation géographique

Situation géographique	Dans l'ensemble (net de dépréciation)		Engagements (nets de dépréciation)		dérivés de gré à gré	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Asie	274 104 672	366 885 196	10 793 513		5 506 550	6 330 843
Établissements de crédit	181 781 723	55 365 138			5 506 550	6 330 843
Entreprises	92 322 949	311 520 058	10 793 513			
Gouvernement central et Banque		-				
UE	270 140 547	451 511 591	22 052 402			
Établissements de crédit	92 122 956	249 928 026				
Entreprises	86 893 839	141 219 632	22 052 402			
Gouvernement central et Banque	39 218 745	9 906 534				
Banque de Développement Multilatéral	48 039 104	46 026 940				
Autre	3 865 902	4 430 459				
Reste du monde	91 764 124	153 217 556				
Établissements de crédit	2 316 992	36 472 988				
Entreprises	54 577 231	83 589 123				
Gouvernement central et Banque	34 869 902	33 155 445				
Total	636 009 343	971 614 343	32 845 915	-	5 506 550	6 330 843
Garanties reçues	7 047 483	347 413 561				
Exposition nette	628 961 860	624 200 783				

Concentration du risque de crédit par secteur économique

Secteur économique	Dans l'ensemble (net de dépréciation)		Engagements (nets de dépréciation)		Dérivés de gré à gré	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Gouvernement central et Banque	74 088 647	43 016 979				
Entreprises	233 794 018	536 328 813	32 845 915			
Établissements de crédit	276 221 671	341 766 153			5 506 550	6 330 843
Banque de Développement	48 039 104	46 026 940				
Autre	3 865 902	4 430 459				
Total	636 009 343	971 614 344	32 845 915		5 506 550	6 330 843
Garanties reçues	7 047 483	347 413 561				

Exposition nette	628 961 860	624 200 783				
------------------	-------------	-------------	--	--	--	--

Risque de crédit pour les produits dérivés de gré à gré

	Montants		Équivalent du		Nantissement /		Exposition nette	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	
Taux d'intérêt								
Swaps	145 144 105	172 260 152	5 506 550	6 330 843			5 506 550	6 330 843

Les valeurs déclarées pour les dérivés de gré à gré dans les tableaux ci-dessus sont des valeurs d'exposition conformément à l'article 275 du Capital Requirements Regulation (Règlements en matière de fonds propres (méthode d'exposition originale)).

3.4 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de variations des prix du marché, des taux d'intérêt, des devises ou d'autres facteurs économiques qui entraîneront une réduction de la valeur des actifs ou une hausse de la valeur des passifs. Le risque de marché peut provenir de positions de marché ouvertes (longues (acheteuses) ou courtes (vendeuses à découvert)) ou de positions couvertes de manière imparfaite.

La gestion du risque de marché s'effectue à trois niveaux de performance :

- Les orientations sur le risque de marché et les limites de l'appétit pour le risque exécutées en ligne avec la stratégie de la Banque, ainsi que la surveillance d'ensemble réalisée par le conseil d'administration.
- La gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, qui fait référence à la gestion quotidienne active et au contrôle continu des expositions liées à la négociation par le Chef du risque de marché et la Direction Autorisée.
- Analyses du risque de marché indépendantes ;

En ce qui concerne la position de change et sa gestion du risque, tous les actifs libellés dans une autre devise que l'euro sont financés dans la même devise, ce qui réduit fortement le risque de change. Cette approche est fondée sur la méthode back-to-back (dos à dos).

Note 4— Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne (ci-après BCE), la Banque Centrale du Luxembourg (ci-après BCL) a mis en œuvre un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit. La Banque détient un compte courant auprès de la BCL.

Comme les succursales de BoCom Luxembourg, la Succursale de Rome et la Succursale de Paris Branch maintient son compte courant auprès de la banque centrale locale respectivement (c'est-à-dire la Banque d'Italie et

la Banque de France) aux fins de la gestion du ratio de liquidité à court terme (LCR) au niveau de la succursale.

Les soldes détenus par la Banque au 31 décembre 2018 sont les suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Compte de réserve de BCL	1 478 093	3 645 928
Compte courant de BCL	3 384 846	846
Compte courant de Banque d'Italie	127 453	3 106 436
Compte courant de Banque de France	34 228 353	
Total	39 218 745	6 753 210

5– Titres de créances et autres titres à revenu fixe

Au 31 décembre 2018, la répartition des titres cotés est la suivante (en EUR) :

Portefeuille structurel	Inférieur à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics	-	56 526 290	26 134 769	-	82 661 059
- émis par d'autres emprunteurs	-	-	96 189 456	-	96 189 456
Total	-	56 526 290	122 324 224	-	178 850 515

Au 31 décembre 2017, la répartition des titres cotés est la suivante (en EUR) :

Portefeuille structurel	Inférieur à 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics	-	20 029 721	108 823 864	-	128 853 585
- émis par d'autres emprunteurs	-	48 446 634	105 528 338	-	153 974 972
Total	-	68 476 355	214 352 202	-	282 828 557

Au 31 décembre 2018, la Banque n'a pas de titres non cotés. Les titres de créances et autres titres à revenu fixe ainsi que les bons du Trésor sont destinés à être utilisés sur une base continue et sont tous considérés comme faisant partie de notre portefeuille d'investissement structurel.

Au 31 décembre 2018, le solde non amorti de primes sur les titres de créances s'élevait à 1 320 225 EUR (2017 : 2 119 902). Le solde non amorti d'escompte sur les titres de créances s'élevait à 79 397 EUR (2017 : 245 212).

Note 6 – Immobilisations

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Ajouts	Cessions	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Ajustements cumulés de la valeur à l'ouverture de l'exercice	Ajustement de la valeur	Élimination des ajustements de la valeur	Ajustements cumulés de la valeur à la clôture de l'exercice	Valeur comptable nette à la clôture de l'exercice
EUR									
Actifs	396 042	17	(20)	392 822	(144 652)	(104 524)	20 769	(228 407)	164 415
Dont :									
Licences	396 042	17	(20)	392 822	(144 652)	(104 524)	20 769	(228 407)	164 415
Actifs	4 737 246	54	-	4 791	(1 182 545)	(691 851)	-	(1 874 396)	2 917 442
dont:									
Rénovatio	2 787 790	0		2 787	(587 229)	(299 819)		(887 048)	1 900 742
Installation	79 745	28		108 062	(14 812)	(16 205)		(31 017)	77 045
Équipeme	1 869 711	26		1 895	(580 504)	(375 827)		(956 331)	939 655
Total	5 133 288	72	(20)	5 184	(1 327 197)	(796 375)	20 769	(2 102 803)	3 081 857

Note 7 – Soldes avec les parties liées

Au 31 décembre 2018, les principaux soldes suivants avec des parties liées sont inclus du côté des actifs du bilan.

Actifs	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Dérivés	2 763 868	-
Prêts et créances aux établissements de crédit	240 740 996	255 079 515
- remboursables sur demande	12 522 402	25 926 092
- autres prêts et créances	228 218 594	229 153 423
Comptes de régularisation	2 206 633	219 799
Total	245 711 496	255 299 314

Au 31 décembre 2018, les principaux soldes suivants avec des parties liées sont inclus du côté des passifs du bilan.

Passifs	31 décembre 2018	31 décembre 2017
----------------	-------------------------	-------------------------

	Solde en EUR	
Dérivés	99 841	-
Montants dus aux établissements de crédit	270 834 959	878 848 681
- remboursables sur demande	-	-
- à terme ou à préavis	270 834 959	878 848 681
Comptes de régularisation	2 280 788	2 495 186
Total	273 215 588	881 343 867

Note 8 – Autres actifs

Au 31 décembre 2018, le solde des « autres actifs » est le suivant :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Impôt payé d'avance	237 495	-
Cautions locatives	654 527	700 627
Frais de location prépayés	34 363	-
Autres	21 130	
Total	947 515	700 627

Note 9 – Comptes de régularisation de l'actif

Au 31 décembre 2018, les comptes de régularisation de l'actif sont les suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Intérêts courus à recevoir sur les créances	4 091 081	3 130 281
Autres charges constatées d'avance		175 130
Total	4 091 081	3 305 411

Note 10- Comptes de régularisation passifs

Au 31 décembre 2018, les comptes de régularisation passifs sont les suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Intérêts courus à payer	3 666 830	2 480 372
Produits des commissions constatés d'avance	293 510	14 814
Total	3 960 340	2 495 186

Note 11– Provisions

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Provisions pour impôts	892 806	1 069 824
Provisions pour charges administratives générales	3 958 432	3 118 860
Juste valeur négative d'IRS	-	371 078
Provision pour engagement et garantie	117 873	-

Total	4 969 111	4 559 762
--------------	------------------	------------------

La Banque est responsable des impôts en matière d'impôt sur la valeur nette, d'impôt sur le résultat des sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée. Les passifs d'impôts sont enregistrés sous « Provisions pour impôt » au bilan. Au 31 décembre 2018, la provision pour impôts se monte à 892 806 EUR (2017 : 1 069 824 EUR).

Note 12 – Capital souscrit

Le capital social émis de la Société est établi à cent millions d'euros (100 000 000 EUR) représenté par cent millions (100 000 000) d'actions d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

Note 13 – Variation des capitaux propres

	Capital de dotation	Réserves	Profit ou perte reporté(e)	Perte de l'exercice
	Solde en EUR			
Solde au 31 décembre 2017 (Lux GAAP)	100 000 000		(11 067 835)	(6 518 888)
Solde au 31 décembre 2017 (Lux GAAP avec options IFRS)	100 000 000	(1 306 311)	(3 734 407)	(9 814 031)
Impact de l'adoption de la norme		491 513	(3 599 752)	
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	100 000 000	(814 798)	(7 334 159)	(9 814 031)
Imputation de la perte de l'exercice			(9 814 031)	9 814 031
Évolution des réserves de		(595 975)		
Perte sur l'exercice courant				(9 702)
Solde au 31 décembre 2018	100 000 000	(1 410 773)	(17 148)	(9 702 891)

L'affectation du résultat de l'exercice précédent a été approuvée par l'assemblée annuelle des actionnaires le 31 mai 2018.

Note 14– Réserves

Conformément à la loi luxembourgeoise, la Banque doit transférer au moins 5 % de son bénéfice annuel à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10 % du capital souscrit. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Au 31 décembre 2018, la réserve légale s'élève à 0 EUR du fait qu'aucun bénéfice ne s'est produit au cours des exercices précédents.

Note 15 – Positions en devises étrangères

Au 31 décembre 2018, le montant total des actifs et des passifs de la Banque libellés en devises étrangères convertis en EUR est respectivement de 364 538 528 EUR et de 366 406 866 EUR (2017 : 481 143 871 EUR et 454 351 720 EUR).

Note 16 – Engagements hors-bilan

Au 31 décembre 2018, des engagements irrévocables non utilisés enregistrés dans le hors bilan se montaient à 32 845 915 EUR (2017 : 0 EUR).

Note 17 – Répartition du revenu par marchés géographiques

Au 31 décembre 2018, la répartition du revenu par marchés géographiques est la suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
ASIE	6 940 624	6 408 506
UE	4 278 077	3 551 278
RESTE	2 356 078	3 295 973
Total	13 574 779	13 255 757

Note 18 – Produits des commissions

Au 31 décembre 2018, les produits des commissions sont les suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Commissions de gestion	1 298 651	289 894
Lettre de garantie	21 244	-
Autres	5 295	-
Total	1 325 191	289 894

Note 19 – Résultat net sur opérations financières

Au 31 décembre 2018, le résultat net sur opérations financières est le suivant :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	
Valeur nette réalisée résultant des titres	38 740	1 788 808
Ajustements de la valeur du portefeuille		1 931 693
Gain/perte réalisé(e) sur produits	254 687	692 374
Résultat de change	42 401	188 277
Résultats non réalisés sur dérivés	843 242	(371 079)
Total	1 179 070	4 230 073

Note 20 – Autre résultat d'exploitation

Au 31 décembre 2018, le poste « Autre résultat d'exploitation » est de 1 875 856 EUR ce qui représente principalement les charges pour services partagés entre la Banque et la Bank of Communications Co., Ltd Succursale de Luxembourg d'un montant de 1 699 996 EUR (hors TVA).

Sur la base de la politique en matière de prix de transfert convenue par la Banque et la Bank of Communications Co., LTD Succursale de Luxembourg, Bank of Communications (Luxembourg) S.A. fournit, entre autres, certains services dans les domaines de la gestion informatique, des opérations, des ressources humaines, de la finance et de la comptabilité, de l'audit interne, des services juridiques et de conformité, du développement des affaires, contrôle du crédit et du risque et les parties conviennent que le fournisseur est en droit de refacturer au client les coûts engagés. Le principe de l'imputation des coûts entre le fournisseur et le client est défini dans la Politique en matière de prix de transfert.

Note 21 – Rendements des actifs

Les rendements des actifs de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'établissent à -1,53 % (résultat/actif à la clôture de l'exercice) (2017 : -0,67%)

Le rendement des actifs est calculé comme étant le bénéfice net divisé par le bilan total.

Note 22 – Informations relatives au personnel employé et à la direction

	Nombre moyen de membres du personnel	Nombre moyen de membres du personnel
Haute direction	6	4
Cadres	22	10
Employés	38	28
Total	66	42

Note 23 – Membres de l'administration, des organes de direction et de surveillance

Au 31 décembre 2018, aucun prêt ou avance ou engagement de retraite n'ont été accordés aux membres de l'administration aux organes de gestion et de surveillance.

Le montant total de rémunération des organes de gestion et de surveillance atteignait 1 624 914,13 EUR (2017 : 665 718 EUR).

Note 24 – Honoraires du Réviseur d'entreprises indépendant

Les honoraires facturés à la Banque par l'entreprise du Réviseur d'entreprises sont analysés de la manière suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Solde en EUR	Solde en EUR
Honoraires des réviseurs	234 672	200 900
Autres services d'assurance	20 260	-
Total	254 932	200 900

Note 25 – Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi liée aux mesures de résolution, réorganisation et liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement et relatives aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (« la Loi »), transposant dans la législation luxembourgeoise la directive 2014/59/UE qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE liée aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été adoptée le 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, actuellement en place par le biais de l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), sera remplacé par un nouveau système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs fondés sur les cotisations. Le nouveau système couvrira les dépôts éligibles de chaque déposant, à concurrence d'un montant de 100 000 EUR, et les investissements, à concurrence d'un montant de 20 000 EUR. La Loi prévoit également que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif spécifique, social ou autre, sont couverts pour un montant supérieur à 100 000 EUR pour une période de 12 mois.

Les provisions qui ont été créées par le passé par les établissements de crédit dans leurs comptes annuels aux fins de l'AGDL seront utilisées/libérées (en fonction du régime comptable choisi) conformément aux cotisations des banques au nouveau fonds de résolution bancaire du Luxembourg « Fonds de résolution Luxembourg » (FRL), respectivement au nouveau fonds de garantie des dépôts du Luxembourg « Fonds de garantie des dépôts Luxembourg » (FDGL), qui est établi depuis 2015.

Le montant financé du FRL doit atteindre au moins 1 % des dépôts couverts, d'ici la fin 2024, comme défini à l'article 1 numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les États membres participants. Ce montant sera recouvré auprès des établissements de crédit par le biais de cotisations annuelles pendant les années 2015 à 2024.

Le niveau de financement visé du FDGL est fixé à 0,8 % des dépôts couverts, tels que définis à l'article 163 de la Loi, des établissements de crédit concernés, et doit être atteint d'ici la fin de 2018 par le biais de

cotisations annuelles. Les cotisations doivent être effectuées sous la forme de paiements annuels au cours des années 2016 à 2018.

Lorsque le niveau de 0,8 % est atteint, les établissements de crédit luxembourgeois doivent continuer à contribuer pendant 8 années supplémentaires afin de constituer un coussin de sûreté supplémentaire de 0,8% des dépôts couverts tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi.

Aucune cotisation n'était requise en ce qui concerne le « Fonds de garantie des dépôts luxembourgeois » au cours de 2018, tandis qu'une cotisation est attendue pour 2019 sur la base de la situation existant au 31/12/2018.

Note 26 – Engagements non inclus dans le Bilan ou le Hors bilan

Au 31 décembre 2018, la Banque a des engagements en ce qui concerne les paiements de loyer futurs pour les locaux de bureaux soumis à des contrats de location se montant à 5,26 millions d'EUR. Les contrats de location devraient expirer le 31 octobre, pour les locaux de bureaux au Luxembourg, le 30 juin 2022, pour ceux de la Succursale de Paris, et le 31 mai 2022 pour ceux de la Succursale de Rome.

La Banque facture des paiements de loyer à Bank of Communications Co. Ltd. Succursale de Luxembourg conformément à la méthode d'imputation des coûts définie dans l'accord de niveau de service.

Note 27 – Événements ultérieurs

Aucun événement ultérieur n'est survenu qui modifierait la teneur des présents comptes annuels.